

GRIPPE PORCINE, LE MINISTÈRE RASSURE

20 millions de masques sont disponibles

L'Algérie vient d'enregistrer un premier cas de grippe porcine confirmé ce samedi à 18 h par le laboratoire de référence OMS relevant de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA). Il s'agit d'une Algérienne en provenance des Etats-Unis d'Amérique. Elle est actuellement hospitalisée à l'hôpital El-Kettar, à Alger, selon une source bien informée.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Arrivée en Algérie le 16 juin, elle a vu les symptômes de la grippe apparaître deux jours plus tard. Partie en consultation à l'hôpital d'El-Kattar, des prélèvements lui ont été faits le même jour (19 juin).

Ces derniers ont été envoyés à l'Institut Pasteur d'où la confirmation qui est «tombée» le 20 juin. La ressortissante algérienne est actuellement dans un service d'isolement.

Selon le D^r Amrani Samia, experte au ministère de la Santé et membre du comité de lutte contre la grippe porcine, la dame en question aurait «développé des signes de grippe porcine quelques jours après son arrivée en Algérie».

Le ministère a réagi immédiatement en réunissant le comité d'experts et a décrété le passage à la phase n° 2.

Des mesures ont été prises au niveau de toutes les DSP à travers les 48 wilayas afin de mobiliser les équipes au niveau des postes frontaliers. Ainsi, les stocks en matière de matériels de protection et de médicaments seront consolidés.

Concernant les dispositions prises par le secteur pour éviter toute contamination, «les sujets ayant été en contact avec la patiente et tous ses proches ont fait l'objet d'une enquête épidémiologique», dont les résultats se sont avérés négatifs.

Cependant, ces personnes, au nombre de 12, «sont sous traitement préventif», a-t-on appris. Cela dit, les risques de contamination ne sont pas à écarter.

A noter que les deux enfants qui accompagnaient la patiente atteinte du H1N1 «ont bénéficié d'une hospitalisation à domicile, où des

prélèvements ont été effectués sur eux», a affirmé M. Belkessam Samir, chargé de communication au niveau du MSPRH. Cela dit, sur les 60 passagers du vol de la Lufthansa, on compterait 21 étrangers. Une liste comportant les noms de l'ensemble des passagers a été établie et soumise aux DSP des wilayas pour une prise en charge.

Quels sont les risques de contagiosité ?

Les risques de contagiosité sont de 24 heures avant l'apparition des signes, a expliqué le D^r Aït Oubelli Kamel, épidémiologiste. Sur la disponibilité des moyens

de prise en charge, le spécialiste est rassurant : «Nous disposons de 6,5 millions de doses Tamiflu et 20 millions de masques, actuellement disponibles, et les stocks seront consolidés.

Nous communiquons à ces équipes de surveillance sanitaire au niveau des ports et aéroports la liste des pays les plus touchés par ce virus. Actuellement, 21 pays sont considérés à haut risque.»

Un million de masques chirurgicaux est destiné au personnel de la santé et 3 millions d'autres peuvent être distribués à n'importe quel moment.

Autres mesures de précaution : les émigrés algé-

riens provenant des pays touchés par la grippe porcine devront subir un examen médical à leur arrivée aux ports et aéroports d'Algérie.

Ces derniers seront incessamment dotés de caméras thermiques pour faciliter la détection de personnes présentant un des symptômes de la grippe, à savoir la fièvre. Des équipes médicales seront dépêchées

dans tous les ports, aéroports et postes frontaliers terrestres, assure-t-on. En parallèle, une campagne d'information est prévue. Des affichettes seront distribuées aux voyageurs.

Pour conclure, il est à noter que 53 centres de référence sont habilités à prendre en charge d'éventuels cas de grippe porcine.

W. Z.

Un deuxième cas confirmé

Un deuxième cas de grippe porcine vient d'être confirmé en Algérie. Il s'agit d'un enfant de 9 ans, fils de la ressortissante algérienne arrivée mardi dernier en provenance de Miami (USA), porteuse du virus H1N1.

W. Z.

PRESCRIPTION DE LA MORPHINE

Les spécialistes recommandent une révision des textes

Les membres de la Société algérienne de pharmacie ont appelé, hier, à une prise en charge efficiente de la douleur chez les personnes qui souffrent de ce mal. Ils demandent ainsi une large adhésion à la pétition lancée au niveau mondial pour que le traitement de la douleur soit considéré comme étant un des droits de l'homme.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les spécialistes, réunis hier à l'hôtel El-Aurassi dans le cadre de la 19^e Journée nationale pharmaceutique, ont demandé une révision des textes pour permettre aux personnes qui souffrent de douleurs de prendre la médication adaptée, à savoir la morphine. «Les textes actuellement en vigueur ne correspondent plus au mode d'administration actuel qui a connu une évolution.

Il existe actuellement pour les antidouleurs des comprimés et des patchs à effet sur 72 heures. Nous ne pouvons par prescrire par exemple 2 boîtes et demie de traitement», explique M. Farid Benhamdine de la Société algérienne

de pharmacie. Les présents noteront aussi la frilosité des médecins et des pharmaciens quant à la prescription de la morphine, vu les difficultés qui accompagnent cet acte pourtant utile et vital pour les personnes qui souffrent. Ainsi au niveau du territoire national, seulement deux pharmacies proposent de la morphine, une situation jugée particulièrement contraignante pour les patients. Il est ainsi recommandé à ce qu'une pharmacie par wilaya dispose de ce produit. M. Benhamdine citera ainsi l'existence du carnet à souches réservé à ce genre de prescription et qui n'est pas utilisé par les professionnels concernés. Notre interlocuteur recommandera, de ce fait, l'utilisation d'ordonnances sécurisées faites d'un papier spécial. Ce document, utilisé par les médecins et les pharmaciens, comportera un maximum d'informations concernant le malade et les coordonnées du médecin prescripteur. La prescription, selon M. Benhamdine, devrait aussi se faire en chiffres et en lettres. Ceci bien que, selon le spécialiste, l'uti-

lisation frauduleuse de la morphine n'est pas significative. Les spécialistes présents ont ainsi dénoncé l'absence de traitement par le biais d'antidouleurs pour des malades souffrant notamment de brûlures, migraines et arthrose. La douleur n'étant pas une fatalité, ces lacunes sont dénoncées. Ceci d'autant qu'il n'existe pas en Algérie de centres de suivi de la douleur qui représente un signal d'alarme. «Il est nécessaire de mettre les moyens pour la création de centres antidouleur et les anti-douleurs doivent être disponibles en pharmacie.

Pour ce faire, le conseil de l'Ordre des pharmaciens doit convaincre les pharmaciens qu'il est de leur devoir de proposer ces médicaments aux personnes qui souffrent», a déclaré M. Benhamdine notant aussi que les médecins doivent prescrire des antalgiques puissants comme la morphine. Le spécialiste évoquera aussi le manque de formation des médecins et des pharmaciens pour ce qui est de la prise en charge de la douleur.

F.-Z. B.

PROGRAMME DE 1 MILLION DE LOGEMENTS D'ICI 2014

La moitié concernera l'habitat rural

La moitié du million de logements supplémentaires noté dans le plan d'action du gouvernement pour le quinquennat 2009-2014 se matérialisera par des logements ruraux. C'est ce qu'a affirmé, samedi, lors du forum de l'ENTV, le ministre de l'Habitat, Nouredine Moussa.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Le ministre ne livre pas un scoop. L'information est déjà vieille d'une semaine. Nouredine Moussa l'avait déjà affirmé au Sénat. La nouveauté, si l'on peut dire, est que le ministre intègre une dose d'aléatoire dans son assertion, puisque, précise-t-il, c'est au président de la République d'en décider. Seulement, la probabilité de voir la moitié du million de logements se déclinier en logements ruraux est assez forte. Le ministre de l'Habitat valide cette éventualité par la forte demande enregistrée pour cet habitat.

Evidemment, Nouredine Moussa s'est défendu sur le fait que cette option ne soit prise que pour garnir un futur bilan soupçonné de peu réalisable par nombre d'observateurs. Ceci même si ce qu'il a avancé comme bilan

relatif au quinquennat précédent, toujours en matière de logements, plaide pour une faisabilité de la projection. Selon le ministre, en effet, au dernier recensement effectué au 31 mars 2009, sur le million de logements promis, il a été réalisé près de 8 700 unités.

Le reste, a-t-il insisté, sera finalisé avant la fin de l'année. Mais la crise aiguë que vit la production de ciment, dont le prix fait dans la voltige, ne risque-t-il pas de perturber la statistique ? Le ministre de l'Habitat a l'optimisme intégral, d'autant que l'Etat s'est engagé à importer près de 1 million de tonnes supplémentaires. L'Algérie produit 17 500 000 tonnes de ciment par an et le secteur du bâtiment consomme les 80% de cette production. Dans la logique du ministre, les importations agiront dans le sens d'atté-

nuer la crise sur ce produit. Et, poursuivant son raisonnement, Nouredine Moussa a estimé que cette tension renseigne sur un regain d'activité dans le secteur, puisque la demande est plus prépondérante que l'offre. Logique qu'un ministre défend le bilan de son secteur. Cependant, Nouredine Moussa est resté évasif sur la question relative à l'application de la loi relative à l'achèvement et à la conformité des bâtisses réalisées avant juillet 2008, date de la promulgation de la loi.

Selon le ministre, il s'agit d'une loi exceptionnelle qui a une durée de vigueur de 5 ans. Certes. Mais le ministre ne dit pas pourquoi la mise en application de cette loi n'est pas intervenue une année après sa promulgation. Ceci d'autant qu'il se susurre que l'application de ladite loi connaît des difficultés. Concernant le vieux bâti, Nouredine Moussa a informé que jusque-là, pas moins de 16 600 bâtisses ont fait l'objet d'expertises et que la seconde étape, à savoir la restauration, interviendrait

incessamment. Interrogé sur la loi pénalisant l'extraction du sable des oueds et les conséquences que cela pourrait avoir, en termes de ralentissement sur les chantiers engagés ou à engager, le ministre a expliqué que la question fait l'objet d'une réflexion afin que des solutions adéquates soient trouvées. Le ministre a aussi fait cas de l'engagement d'une inspection générale de l'urbanisme. Celle-ci est censée cerner tous les aspects liés aux normes de l'habitat, y compris le beau ou l'esthétique. Pour le ministre, les directions de l'urbanisme, dotées d'un budget de 300 milliards de dinars pour les 4 dernières années, sont à pied d'œuvre. S'agissant des zones urbanisables, le ministre a fait part d'un recensement qui a touché l'ensemble des communes. Cette expertise a touché 1 046 zones. Le ministre a expliqué que cette révision permettra de dégager des zones pour des implantations urbaines, exploitables immédiatement ou à l'avenir.

S. A. I.

CARDIOPATHIES
CONGÉNITALES

5 interventions «délicates»
réalisées par des
Britanniques à Bou Ismaïl

Cinq interventions lourdes ont été réalisées sur des enfants de moins de cinq kilos à la clinique médicochirurgicale infantile (Cmci) de Bou Ismaïl relevant de la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas). Délicates, ces interventions sont l'œuvre de la mission de praticiens britanniques qui séjournent depuis samedi en Algérie.

Ce partenariat fait suite à la convention signée au mois de février dernier, entre la Cnas et l'établissement hospitalier «Bupa Cromwell Hospital» de Londres, visant à assurer une meilleure prise en charge des enfants algériens atteints de cardiopathies congénitales complexes, nous explique M. Zebbar, DG de la Cnas. Il tend, selon notre interlocuteur, à «la réduction de la facture des transferts de malades algériens à l'étranger et tout en permettant le transfert de technologie. Ladite convention prévoit, entre autres, la formation des personnels médical et paramédical algériens aussi bien localement qu'en Grande-Bretagne même dans l'un des établissements hospitaliers les plus connus du Royaume-Uni». Il s'agit de leur faire explorer le domaine des nouvelles techniques de la chirurgie cardiaque. «C'est un programme annuel comportant plusieurs sessions mensuelles. A noter que c'est la cinquième mission d'équipe médicale de haut niveau, dans le domaine de la chirurgie cardiaque infantile, à séjourner en Algérie» pour effectuer des interventions chirurgicales au niveau de la clinique de Bou Ismaïl. D'après M. Zebbar, l'équipe médicale britannique compte huit praticiens. «Une technique de pointe permettant d'opérer les petits poids de naissance, est utilisée». «Depuis la signature de la convention, trente interventions en cardiopathie complexe ont été effectuées», souligne le DG de la Cnas. Actuellement, les chirurgiens algériens opèrent sous la direction des praticiens britanniques, en attendant d'acquérir l'expérience indispensable escomptée. Par ailleurs, la Cnas envisage de faire une évaluation pour savoir si les résultats de ce partenariat sont positifs. «Dans ce cas, nous envisageons d'élargir l'éventail de la convention pour prendre en charge les cas de scoliose, aussi bien en envisageant des transferts à «Bupa Cromwell Hospital» qu'en Algérie, au niveau de la clinique Messerghine», affirme ce responsable. La neuroembolisation figurera également dans cette convention. Pourquoi ces trois pathologies ? «Leur prise en charge est des plus coûteuses» et comme susmentionné, cela permet de réduire la facture des transferts à l'étranger.

W. Z.